



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT



Guide pour l'amélioration de la gouvernance des régimes fonciers pastoraux en Mauritanie

UN OUTIL POUR
RENFORCER LA
GOUVERNANCE
FONCIÈRE LOCALE

Guide pour l'amélioration de la gouvernance des régimes fonciers pastoraux en Mauritanie

Ce guide en image est le fruit d'un processus participatif et inclusif de renforcement des capacités des Comités régionaux de transhumance qui ont réuni plus de 90 participants (pasteurs/éleveurs, administration territoriales, conseils régionaux, structures techniques déconcentrées et décentralisées des différents départements ministériels clefs, les organisations de la société civile, ainsi que les représentants de projets et les organisations non gouvernementales (ONG) au niveau des Willayas pastorales).

Organisées du 17 mars au 23 mars 2019 au niveau des Willayas de l'Assaba et des deux Hods, ces rencontres ont permis aux acteurs présents d'échanger, en lien avec la gouvernance des terres pastorales, sur les connaissances relatives à la situation locale en Mauritanie et de se familiariser avec les Directives volontaires (ci-après, DV) de la FAO pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.



Qu'est-ce le Guide technique pour améliorer la gouvernance des terres pastorales?

Ce guide présente des arguments, fournit des orientations et des domaines d'actions pratiques pour sécuriser et améliorer la gouvernance des régimes fonciers pastoraux. Il s'inspire des DV qui ont été approuvées par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) en 2012 et sont depuis mises en œuvre dans plus de 50 pays, dont la Mauritanie.

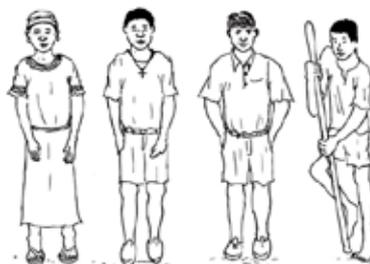
*** Cette publication a été réalisée grâce à l'appui technique de la FAO.**

Les principes de mise en oeuvre de la gouvernance des régimes fonciers selon les Directives volontaires



1

Respect de
la dignité
humaine



2

Non
discrimination



3 et 4

Équité, justice
et égalité
des sexes



5

Approche
holistique et
durable



6

Consultation
et participation



7

État
de droit



8

Transparence



9

Responsabilité



10

Amélioration
continue

Guide pour l'amélioration de la gouvernance des régimes fonciers pastoraux en Mauritanie

Principaux problèmes de gouvernance des ressources pastorales

La dégradation et le rétrécissement des espaces pastoraux, l'accès limité à la ressource en eau, l'absence d'une gestion responsable des espaces pastoraux délimitant de manière claire et consensuelle les zones réservées exclusivement aux éleveurs et aux pasteurs, l'absence de couloirs de transhumance matérialisés sur le terrain, entretiennent les conflits permanents entre éleveurs et autres usagers des ressources naturelles.

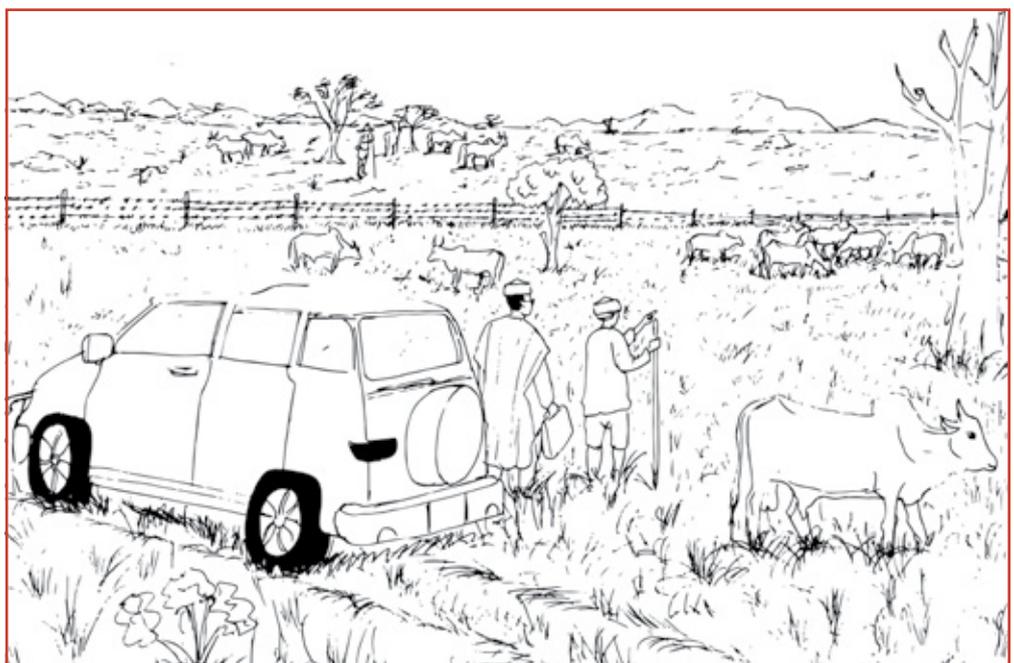
Dans certains villages situés dans des zones d'accueil ou de transit des éleveurs et pasteurs, certains opérateurs privés ayant des moyens économiques importants clôturent les espaces riches en plantes fourragères et réalisent des infrastructures hydrauliques destinées à leur usage exclusif. Cette situation est aggravée par la rareté des pâturages au nord et de l'eau au niveau des zones pastorales du sud des Willayas de l'Assaba, du Hod El Gharbi et du Hod Echargui, zones souvent situées sur des biseaux secs. Le creusage de puisards et la pâture dans les espaces vitaux des agglomérations amplifient à la fois les risques de conflits et développent de plus en plus une forte tendance à la fermeture des zones pastorales à proximité des entités sédentaires.

Petit éleveur



La privatisation des ressources naturelles

Dans certaines zones de la Mauritanie, la privatisation constitue une problématique cruciale de la gestion des ressources pastorales. Les opérateurs ayant des moyens économiques clôturent des espaces riches en pâturages et empêchent d'autres d'y accéder pour faire paître leurs animaux.



Mise en culture des couloirs de passage

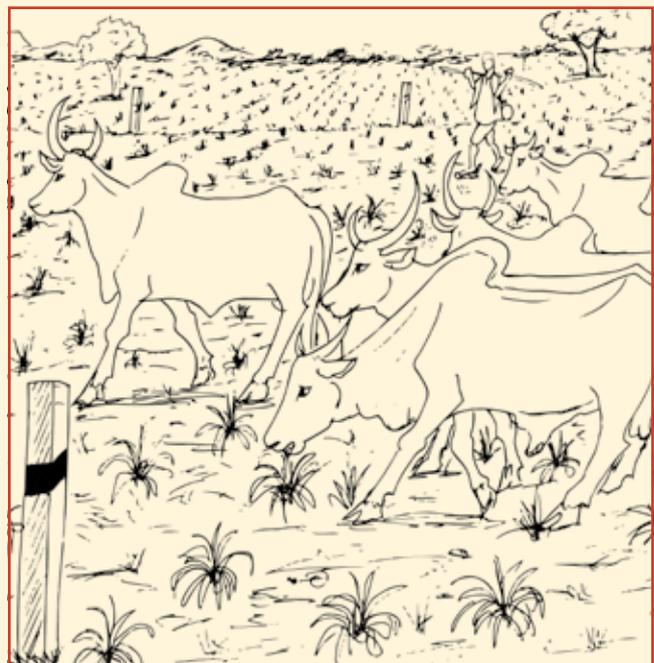
Les cultures itinérantes et l'absence de mesures claires interdisant la mise en culture des couloirs de passage des transhumants vers l'eau et les pâturages constituent un frein réel à une gestion responsable des terres pastorales.



Dans les zones agropastorales et pastorales, il est de plus en plus fréquent de voir les espaces pastoraux et le Machrae obstrué par la mise en culture de nouveaux champs.

Mise en culture des espaces pastoraux

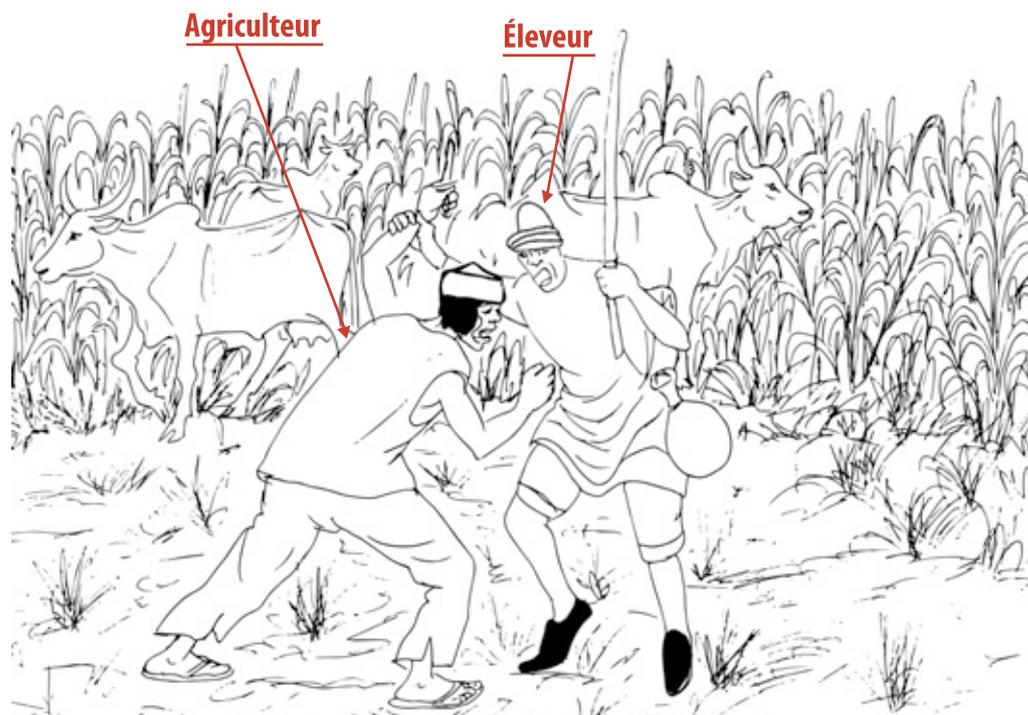
Dans les zones agropastorales, les agriculteurs installent leurs champs de cultures de manière dispersée sans négociation préalable avec les autres usagers des ressources naturelles. Cette tendance est peu ou pas contrôlée par les services techniques et les administrations locales.



Guide pour l'amélioration de la gouvernance des régimes fonciers pastoraux en Mauritanie

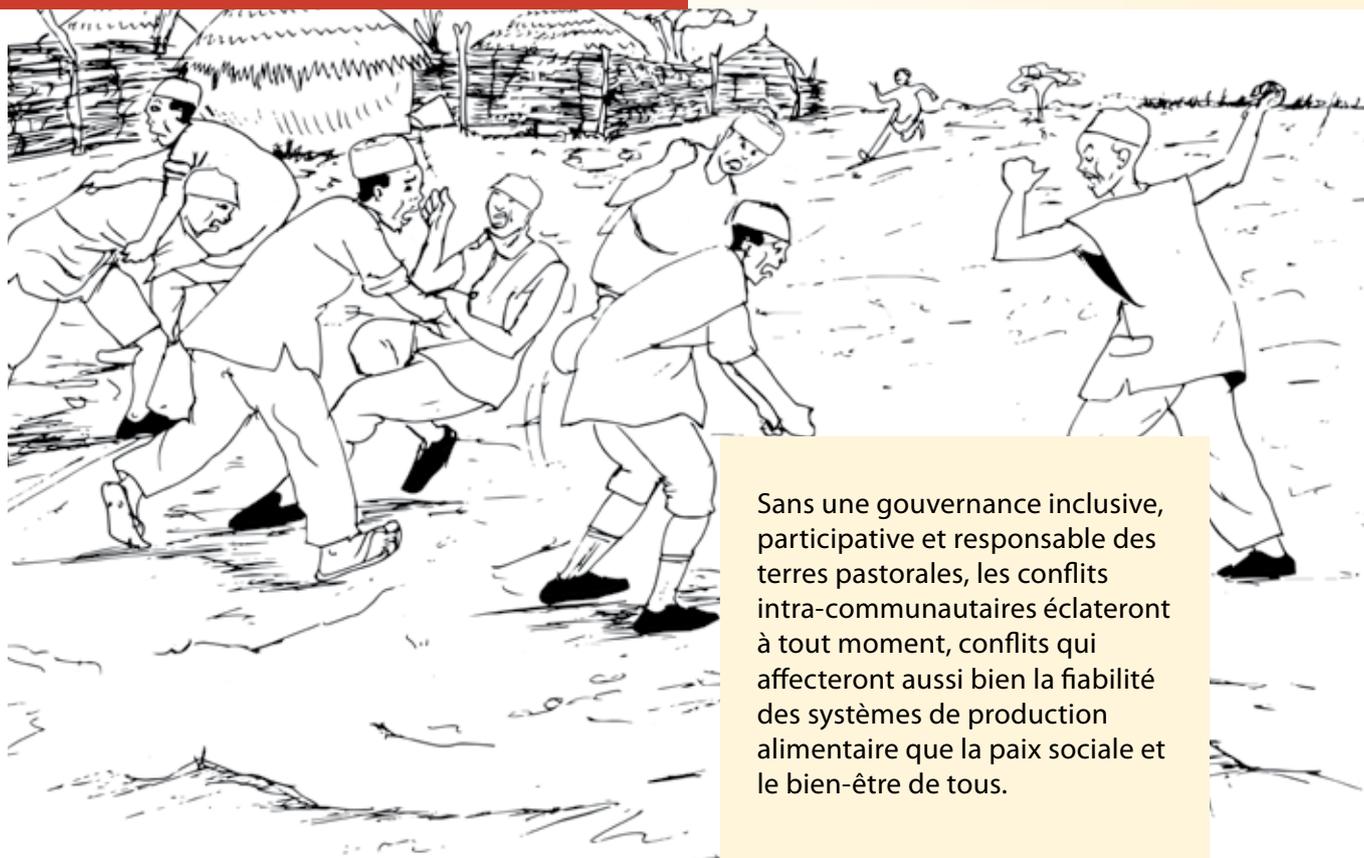
Conflits entre les usagers des ressources naturelles

Les conflits entre usagers des ressources naturelles sont les conséquences des problématiques susmentionnées. Parmi les plus fréquents, on observe les conflits entre éleveurs et agriculteurs autour des zones agricoles, autour des espaces vitaux des agglomérations sédentaires, autour des zones privées des concessions rurales, autour de l'eau et même des conflits d'éleveur à éleveur, surtout au niveau des puits ou des forages pastoraux.



Le conflit commence toujours entre deux personnes, par exemple l'agriculteur et l'éleveur.

Le conflit peut s'élargir à d'autres membres de la communauté s'il n'est pas maîtrisé.



Sans une gouvernance inclusive, participative et responsable des terres pastorales, les conflits intra-communautaires éclateront à tout moment, conflits qui affecteront aussi bien la fiabilité des systèmes de production alimentaire que la paix sociale et le bien-être de tous.

Contexte institutionnel

Le non-respect des droits des éleveurs et pasteurs, leur absence au niveau des institutions informelles en charge de la réflexion sur la bonne gouvernance des ressources naturelles, l'absence d'un espace de dialogue inclusif autour de la problématique pastorale et le manque de vision au niveau des structures de l'État et de la société civile constituent une réalité qui limite la mise en œuvre d'une gouvernance responsable des espaces pastoraux.

Cette situation est exacerbée par les effets des changements climatiques, notamment les sécheresses récurrentes dont les conséquences néfastes se manifestent à travers le manque d'eau pour abreuver les animaux ou encore la rareté des ressources pastorales.



Rencontre au niveau de l'administration locale sans la participation des éleveurs



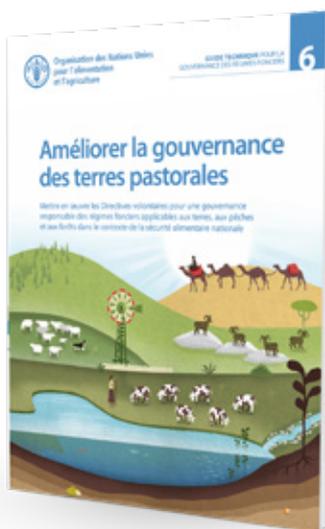
Réunion villageoise sans la participation des éleveurs et pasteurs



Guide pour l'amélioration de la gouvernance des régimes fonciers pastoraux en Mauritanie

Des solutions pour la résolution et la prévention des conflits

Le Guide technique intitulé «Améliorer la gouvernance des terres pastorales s'inspire des directives volontaires. Il présente des arguments, fournit des orientations et des domaines d'action pour sécuriser les régimes pastoraux et améliorer la gouvernance des terres pastorales.

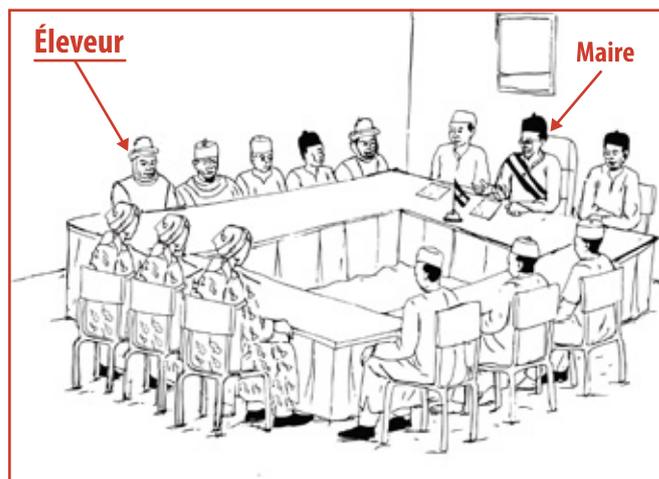


Domaines d'action:

1

Développer un processus de décision transparent et une représentation efficace.

L'objectif de ce domaine d'action est de mettre en place les conditions permettant de conclure un accord consensuel sur les questions relatives au pastoralisme.



Des représentants légitimes doivent être choisis au sein des communautés d'éleveurs.



Leur rôle est de représenter les éleveurs au sein des institutions et de restituer de manière transparente les conclusions des réunions à sa communauté.

2

Assurer une participation ouverte, équitable et transparente dans les consultations et les négociations.

L'objectif de ce domaine est d'assurer une participation ouverte à tous dans le cadre du pastoralisme en vue d'une participation plus forte des pasteurs qui leur permettra (i) d'exercer une plus grande responsabilité sur leurs terres, (ii) d'influer sur les processus de décision liés à celles-ci, (iii) de résoudre les problèmes par des solutions légitimes, adaptées et résilientes.



Réunion des sages villageois avec la participation des pasteurs.



Participation active des pasteurs lors des réunions villageoises.

3

Reconnaître le savoir traditionnel local et autochtone pour garantir une diversité culturelle et écologique pour la résilience.

L'objectif de ce domaine est d'encourager les gouvernements, les acteurs étatiques et non étatiques à reconnaître que le savoir traditionnel local et autochtone est un élément essentiel des interactions écologico-sociales dans le pastoralisme durable.



Suite aux décisions prises de manière consensuelle au niveau du village, un éleveur conduit son troupeau d'ovins loin des zones de production.

Guide pour l'amélioration de la gouvernance des régimes fonciers pastoraux en Mauritanie

4

Reconnaître les systèmes coutumiers et renforcer les synergies avec les systèmes légaux.

L'objectif de ce domaine est d'encourager tous les acteurs à reconnaître les systèmes fonciers coutumiers pastoraux et de renforcer leur synergie avec les systèmes légaux.

En Mauritanie, ces principes coutumiers fondamentaux communalistes se basent sur la Charia qui déclare notamment le droit aux réserves foncières et pastorales et l'accès libre aux ressources en pâturages, eau et bois de chauffe comme principes fondamentaux de prévention des conflits autour des ressources en eau et en couvert végétal. Elle assure également l'accès des pasteurs aux espaces vitaux des agglomérations pour une durée de trois nuits.

Enfin, l'approche coutumière de gestion des conflits est fondée sur la modération, la médiation, puis l'arbitrage par les sages des communautés, ainsi que sur le principe de responsabilité partagée dans le cas de conflits.



Réconciliation entre un éleveur et un agriculteur en présence du chef du village et de ses proches collaborateurs.

5

Renforcer le potentiel d'action des organisations locales, des réseaux sociaux et de l'espace institutionnel au sein duquel ils travaillent.

L'objectif de ce domaine est d'améliorer, pour les institutions pastorales, les opportunités de renforcer la gouvernance foncière dans leur cadre institutionnel.



Dans une assemblée générale au niveau de la commune, le maire expose les grandes lignes du code pastoral et du «guide N°6: amélioration des terres pastorales» en vue d'une transhumance apaisée, respectueuse de l'environnement ainsi que des droits des pasteurs et des éleveurs.

6

Éviter et gérer les conflits.

La plupart des conflits dans les régions pastorales du pays étant liés à l'accès aux ressources pastorales, l'objectif de ce domaine est (i) d'éviter, (ii) de gérer ces conflits, et (iii) de renforcer la collaboration et la coopération entre les usagers et entre les services de l'État et les éleveurs.

Les conflits peuvent être plus facilement évités par exemple en s'assurant que les politiques foncières et d'aménagement du territoire respectent davantage les outils codifiés comme l'Étude d'impact sur la transhumance telle qu'édictée par le code pastoral.



Redonner la *Jema* au niveau du village.

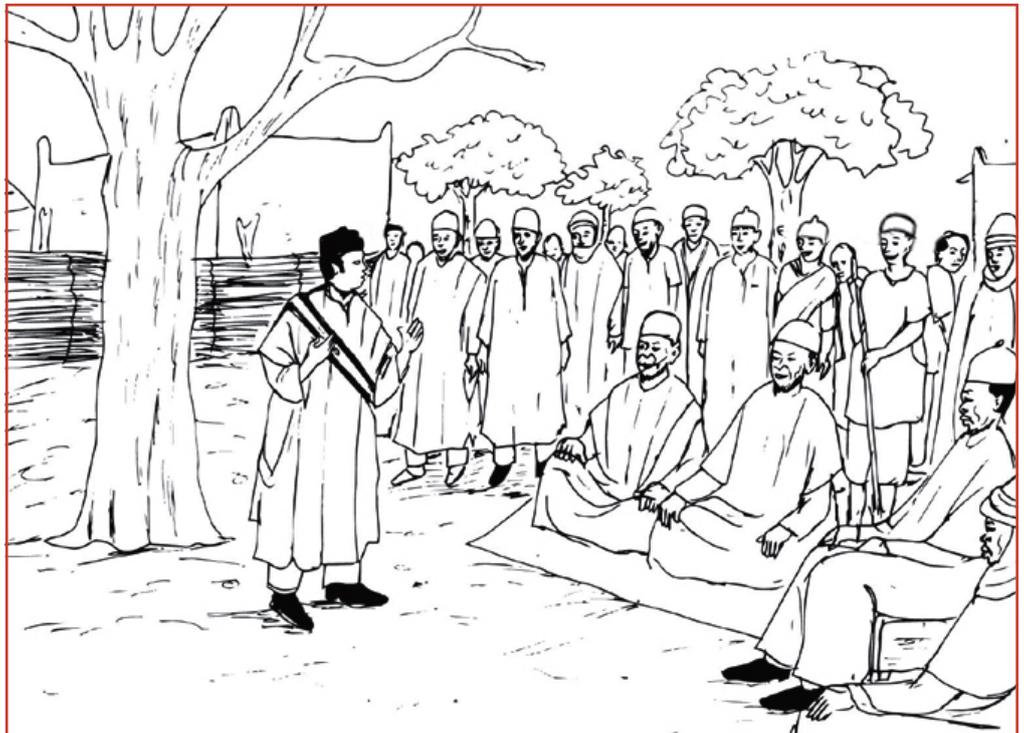
7

**Encourager
l'apprentissage
collaboratif.**

L'objectif de ce domaine est de développer, à tous les niveaux, le savoir entre les différents acteurs comme élément clef de règlement des problèmes complexes, d'amélioration des relations et de la coopération.



Compte tenu de l'éloignement du parc de vaccination, le cadre d'une ONG est en train de faire une démonstration aux éleveurs sur la vaccination des bovins.

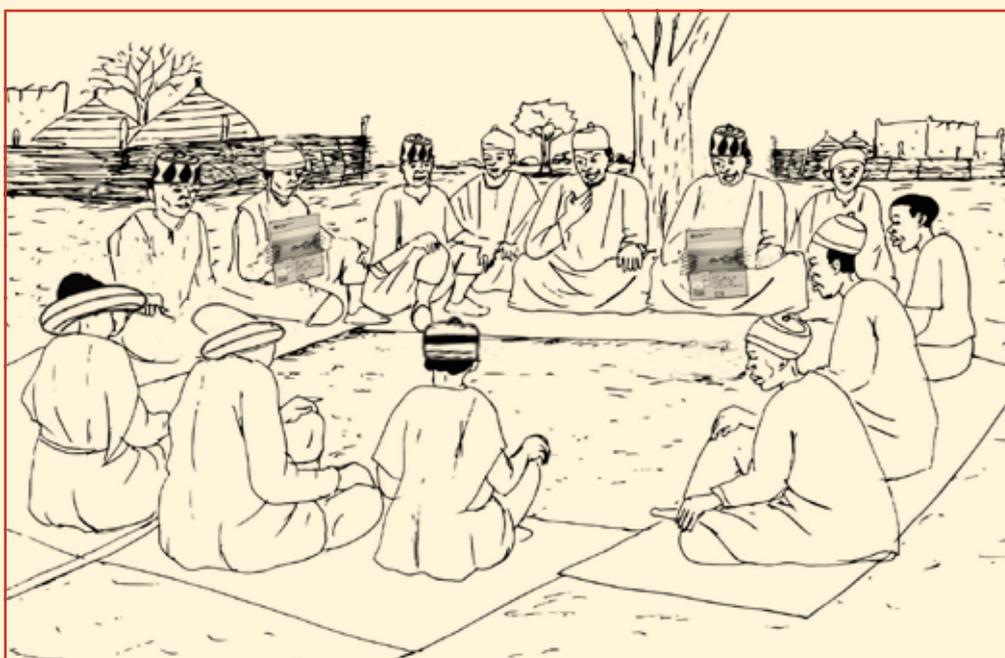


Un élu local en train d'animer une séance de sensibilisation sur l'importance de l'élevage.

Guide pour l'amélioration de la gouvernance des régimes fonciers pastoraux en Mauritanie

Cas d'étude

La mise en place des Comités de Transhumance en Mauritanie: Une démarche réussie en matière de dialogue multi-acteurs pour améliorer la gouvernance des terres pastorales



Les réunions ont eu un caractère participatif et ont regroupé différents types d'acteurs.

Afin de répondre aux défis de la gouvernance des espaces pastoraux, le projet «Exploiter les instruments globaux et les produits du savoir» a contribué à la mise en place en Mauritanie de comités régionaux de transhumance dans 3 Willayas: *Brakana*, *Hod Echargui* et *Hod El Gharbi*.

Les acteurs locaux de 10 communes frontalières par Willaya ont été impliqués dans la mise en place des comités de transhumance. Composés d'une trentaine de personnes dont des femmes et des jeunes, ces comités seront les vecteurs clefs pour renforcer les connaissances et les capacités des acteurs locaux afin de trouver des solutions pacifiques aux conflits liés à la transhumance locale et transfrontalière.

Le projet a aidé à garantir une participation inclusive, participative, équitable et transparente dans les consultations et les négociations futures autour de la gouvernance des espaces pastoraux en perspective de la réforme foncière dans le pays dont le processus est enclenché.



Pour la première fois dans le pays, des espaces de concertations inclusives sur la bonne gouvernance des terres pastorales sont, en lien avec les DV, mis en place dans ces zones pastorales.



Les mécanismes multi-acteurs assurent une participation inclusive, participative, équitable et transparente dans les consultations et les négociations futures autour de la gouvernance des espaces pastoraux en perspective de la réforme foncière dans le pays dont le processus est enclenché.



Guide pour l'amélioration de la gouvernance des régimes fonciers pastoraux en Mauritanie

Témoignage

Le vice-président du conseil régional de la Willaya du Hod Chergui

«Nous sommes plus que sûrs que la mise en place du comité régional de transhumance est sans égal dans cette partie du pays. Il est la véritable solution pour arriver à une véritable transhumance apaisée».



En vue d'un accord sur la période de séjour dans un territoire communautaire, prise de contact des transhumants avec la Jamaa d'un village situé dans une zone de transit.

Ressources d'information sur les cadres internationaux, régionaux et nationaux relatifs au foncier

Les publications suivantes peuvent être utiles et consultées pour plus d'information

Références nationales

Dah Ould Khtour, 1994. *Droits sur terre aux hommes des nuages: élaboration et application du code pastoral mauritanien*. GTZ.

Dah Ould Khtour, 2008. *Méthodologie d'intégration des éleveurs transhumants dans la gestion décentralisée des ressources naturelles*. GTZ.

Dah Ould Khtour, 2017. *Étude sur les aspects sociaux de la tenure foncière coutumière des terres et de la gestion des conflits en Mauritanie*. Commission Nationale de la Réforme foncière. Banque mondiale/ MAED/PGSP 2017. Mauritanie.

Diop H., 2017. *Aménagements agricoles et foncier en Mauritanie* Commission Nationale de la Réforme foncière. Banque mondiale.

Samba, 2017. *Étude sur les aspects juridiques et législatifs de la gestion foncière en Mauritanie*. Commission Nationale de la Réforme foncière. Banque mondiale.

Loi N° 2000-044 portant sur le code Pastoral en Mauritanie (26.07.2000). Disponible à l'adresse suivante: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/mau36325.pdf>

Loi N° 2017-001/ du 11 avril 2017. Disponible à l'adresse suivante: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/mli165599.pdf>

Références régionales

Accords entre la Mauritanie et le Mali relatifs à la transhumance transfrontalière.

Références internationales

FAO, 2017. *Guide technique pour la gouvernance des régimes fonciers 6, Améliorer la gouvernance des terres pastorales*, Italie: Rome. Également disponible au lien: <http://www.fao.org/3/I5771FR/i5771fr.pdf>

FAO, 2012. *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*, Italie: Rome. Également disponible au lien: <http://www.fao.org/3/i2801f/i2801f.pdf>



GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT

Guide pour l'amélioration de la gouvernance des régimes fonciers pastoraux en Mauritanie

UN OUTIL POUR RENFORCER LA GOUVERNANCE FONCIÈRE LOCALE

Groupement national des organisations pastorales (GNAP)

BP 2012, Nouakchott, Mauritanie
E-mail: gnap415@gmail.com

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

www.fao.org/tenure/fr
E-mail: VG-Tenure@fao.org



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence [CC BY-NC-SA 3.0 IGO](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/)